

Qu'elle soit perçue comme un paysage à vivre ou à expérimenter, une terre nourricière ou une planète à protéger, que l'on y prête habituellement peu ou beaucoup attention, être tenu à distance de la nature fait réaliser avec acuité qu'on ne saurait vivre sans intimité avec elle. Lieu suprême de ressourcement pour les uns – dans une fusion quasi spirituelle avec les éléments ou par la pratique religieusement attentive du jardinage – elle incarne pour d'autres le retour aux sources, voire la seule échappatoire possible à la société de consommation. D'autres encore, et de plus en plus nombreux, la ressentent comme un paradis perdu ou en passe de le devenir.

L'an dernier, environ 80% des Suisses se sont déclarés inquiets des effets de l'évolution du climat et 54% d'entre eux préoccupés par la disparition des espèces animales et végétales. Et si nous étions presque 56% à être satisfaits de la qualité de nos paysages il y a dix ans, nous ne sommes plus que 47% actuellement. Ce désenchantement statistique traduit nos peurs et notre perte de confiance dans l'avenir, amplifiées ces derniers mois par les anxiétés imminentes liées à notre santé et à notre vie même.

Accentuée par la crise sanitaire actuelle, et le confinement, on assiste à une prise de conscience accrue du rôle essentiel de la nature et de l'impérieuse nécessité de préserver ses équilibres. Si nul ne doute de ses effets restaurateurs, beaucoup s'interrogent sur notre propre capacité à la restaurer, à la garder viable et vivable.

Dans le sillage des collapsologues, les tenants de la théorie du pire se préparent déjà aux lendemains qui déchantent en inventant des stratégies de «retour à la nature », chez certains cela passe par la rupture radicale avec la société. Les plus optimistes – ou les plus courageux – s'investissent corps et âme dans des modèles d'existence plus vertueux, en pratiquant la mobilité douce, le jardinage bio, le recyclage et le «zéro déchets». Les «rats des villes» espèrent que les solutions viendront de l'innovation, du génie humain et de la technologie pour concilier nos modes de vie contemporains et la protection de la nature. Les «rats des champs» tentent déjà d'échapper au système pour élaborer des alternatives plus coopératives, plus respectueuses des rythmes naturels de la vie et de l'écologie. Qu'elle soit de nature universelle ou individuelle, la conscience du lien qui nous unit à la nature génère d'autres attitudes, nouvelles ou en devenir. Les pages qui suivent en donnent un reflet.

Évelyne Malod-Dognin





« On peut s'attendre à ce que cette crise pousse des gens à se dire que ce n'est pas dans les métropoles qu'ils vont pouvoir envisager l'avenir de façon sereine »

L'EXPOSITION PRÉSENTÉE À ARCHIZOOM* DONNE À PENSER QUE LE MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE QUI PRÉVAUT ACTUELLEMENT N'EST PLUS VIABLE. POUVEZ-VOUS EXPLICITER POURQUOI?

Il faut d'abord préciser que l'expo avait été conçue pour la Triennale de Lisbonne en 2019 avec un groupe d'architectes qui entendaient interroger la rationalité de l'architecture et celle des pratiques liées aux disciplines de projet. J'y ai vu l'occasion de mettre en question cette ou ces rationalités en allant regarder du côté de l'agriculture. L'agriculture et l'architecture sont deux sœurs jumelles, nées littéralement en même temps, au début de l'ère néolithique, quand des populations deviennent sédentaires. Il y a un lien très fort entre ces deux disciplines, et interroger la rationalité de l'autre aussi.

Dans l'expo on ne s'attache pas simplement à démontrer que le modèle de développement du territoire qui prévaut aujourd'hui n'est plus viable. L'instruction du procès de cette rationalité a eu lieu depuis au moins les années 1970, ce qui ne l'a pas empêchée de continuer à se développer. L'un des buts était de montrer l'évolution, de documenter autant que possible les critiques théoriques et pratiques qui lui ont été adressées; et surtout les alternatives qui ont proposé de repenser le projet même de l'agriculture, que son industrialisation a bouleversée.

À QUEL MOMENT CETTE ÉVOLUTION A-T-ELLE COMMENCÉ À PRENDRE FORME?

En Europe, elle s'amorce dès les 16e et 17e siècles avec l'émergence et la montée en puissance de l'économie de marché - boostée par l'expansion coloniale - qui va prendre une importance grandissante par rapport à l'économie de subsistance qui réglait la vie d'énormément de communautés. Au 18e siècle cette transition s'accélère avec une politique de privatisation des communaux, ces terrains qui étaient accessibles à tous, par exemple comme pâtures pour les bestiaux. Tout l'appareil des coutumes collectives qui avaient perfectionné la gestion cyclique et relativement durable des sociétés rurales est ainsi démantelé, provoquant l'exode vers les villes et les manufactures de tous les déshérités de l'ancien système. Puis, avec l'ère industrielle et la mobilisation massive de combustibles fossiles très denses et très puissants, c'est une révolution dans l'énergie et les transports. Une augmentation considérable de la puissance d'agir qui permet de jouer sur les avantages comparatifs des lieux les uns par rapport aux autres. On assiste à une spécialisation des régions dans la production, de plus en plus monoculturale, de certaines denrées.

Ce qui est étrange, c'est que l'agriculture est l'un des derniers secteurs de l'économie à avoir été industrialisé, mais alors à marche forcée. En Europe, c'est essentiellement après la Première et surtout la Seconde Guerre mondiale et cela est très lié à l'industrie de guerre. Il est frappant de constater combien celle-ci a été systématiquement recyclée dans l'agriculture, à l'image des engrais artificiels dont la production repose sur un procédé qui est à la base des explosifs.

Tout cela s'est fait à grand renfort de politiques très déterminées, dont la logique a consisté à adapter les pratiques agricoles et les modes de vie paysans à toutes ces « innovations » (tracteurs et machineries, engrais artificiels, pesticides, herbicides, etc.), avec pour mot d'ordre le fameux « *get big or get out* » du secrétaire à l'agriculture de Richard Nixon, et pour résultat un exode rural qui a achevé de drainer vers l'orbite des villes toutes les ressources et les populations des territoires ruraux.

QUELLES ONT ÉTÉ LES CONSÉQUENCES DE L'INDUSTRIALISATION DE L'AGRICULTURE SUR LES PAYSAGES?

Son effet majeur a été de rompre le métabolisme local des cultures, en enrayant le retour systématique des déchets dans le cycle de reproduction du sol et de ses conditions de fertilité. Il s'est produit une simplification très grande des paysages, au sens où ils sont devenus moins complexes, avec moins d'associations de cultures, et, par conséquent, beaucoup moins résilients.

Ça s'aggrave après la Seconde Guerre, les villes grandissent énormément et bavent sur les ceintures horticoles et maraîchères, si productives, qui les entouraient et éloignent de plus en plus les territoires productifs.

On procède à des remembrements massifs pour adapter les champs et les pratiques aux nouveaux équipements imposés au paysan, car la monoculture nécessite des champs de plus en plus grands, à perte de vue, de rogner toutes les haies... On produit des paysages en deux dimensions d'une platitude extraordinaire, sans épaisseur, sans volume, « architecturalement » nuls.

Face à un paysage – si on entend en vivre et en faire un monde – on devrait se demander quel type d'agriculture pourrait naître de celui-ci et non pas comment le transformer pour qu'il produise du blé, du maïs ou du riz en monoculture, ce qui est exactement ce qu'on a fait pendant les Trente Glorieuses. En tant qu'enseignant dans des écoles d'architecture, j'ai longtemps tenté de faire valoir une approche « sub-urbaniste », autrement dit qui partirait du site pour aller vers le programme plutôt que l'inverse. Ce que j'ai découvert depuis, c'est que le mouvement de la permaculture est celui qui a le plus profondément exploré et mis en œuvre cette démarche, tant sur le plan théorique que sur le plan pratique.

LE TERME « PERMACULTURE » EST UN PEU GALVAUDÉ AUJOURD'HUI, SUR QUELS PRINCIPES CE CONCEPT REPOSE-T-IL RÉELLEMENT?

La permaculture, « permanent agriculture », c'est une agriculture qui s'auto-alimente, qui s'auto-soutient, qui est auto-résiliente, qui élimine au maximum les intrants et qui ne rejette pas ailleurs ses externalités, c'est un agrosystème aussi bouclé que possible. Elle est la pointe la plus consciente et la plus engagée d'un mouvement de quête alternative, nourri par l'agroécologie, et que l'on peut faire remonter aux fondateurs de l'agriculture biologique, en particulier l'agronome Albert Howard. Alors qu'il avait été envoyé par l'Empire britannique en Inde pour « moderniser », Howard s'ingénia au contraire à démontrer combien les pratiques vernaculaires de compostage, de soin et de reproduction des sols développées par les populations locales étaient riches d'enseignements pour les Occidentaux qui avaient oublié les leurs.

« Je pense qu'il faut qu'on exerce un esprit critique sur les promesses qu'on nous fait en permanence »

De même, les permaculteurs n'ont pas l'impression d'avoir inventé le fil à couper le beurre mais s'efforcent notamment de récupérer les savoirs locaux pour développer des agrosystèmes plus résilients. Pour eux l'écosystème non seulement précède l'agrosystème mais doit lui servir de modèle. Leur originalité tient plutôt à ce qu'ils envisagent l'agrosystème comme un projet (design).

La permaculture est une théorie du projet local appliquée à un site productif, basée sur l'ergonomie du travail, la nature des productions, sur le soin qu'on doit donner aux choses. Les permaculteurs partent de là et de la reconnaissance très précise du site, des influences extérieures, pour développer une véritable théorie du projet d'horticulture. C'est là qu'ils sont très intéressants pour les architectes, parce qu'ils renouvellent des concepts que ceux-ci ont manipulés – en particulier pendant la période fonctionnaliste. Dans l'exposition je décris comme « alter-fonctionnaliste » la façon dont ils fondent l'aménagement du site, son « zoning », sur la résilience de l'entremêlement des fonctions – modèle de l'écosystème – plutôt que sur l'efficacité de leur ségrégation – modèle de la machine.

Dans leur livre de 1978, les deux fondateurs australiens de la permaculture renvoyaient d'ailleurs à un tout jeune architecte et critique d'architecture anglais, Colin Moorcraft. Dans un texte intitulé « Designing for Survival », qui dressait un bilan très critique de l'industrialisation de l'agriculture, Moorcraft énonçait ce que devraient être les principes d'une technologie post-industrielle: coopération, intégration, flexibilité. Un système technique intégré est un système bouclé qui réincorpore ses output comme input. Un système technique flexible est adaptable et réparable par ses utilisateurs eux-mêmes. Enfin, un système technique coopératif est un système dans lequel « chaque élément remplit plusieurs fonctions et chaque fonction est remplie par plusieurs éléments ». La permaculture est, dans le champ de la production nourricière, très exactement la mise en pratique de ces trois principes.

Une autre chose importante, à côté de leur culture du plan, c'est que les permaculteurs voient et projettent leurs agrosystèmes en volume. Comme les tenants de l'agroforesterie, ils développent des cultures en strates superposées. Ils pensent très en profondeur mais aussi en épaisseur de sorte que l'horticulture chez eux devient une quasi-architecture, elle devient la conception d'un monde.

LA CRISE SANITAIRE A ÉLARGI LA CONSCIENCE DE NOTRE VULNÉRABILITÉ. EST-CE UNE BONNE NOUVELLE POUR L'ENVIRONNEMENT ET L'ÉCOLOGIE?

C'est une alerte majeure sur toutes les autres crises, dont celle-ci est la cousine, qui sont liées à l'interconnexion généralisée d'absolument tout. Est-ce que c'est une bonne nouvelle pour l'écologie? D'un côté on se rend compte de la fragilité du système qui peut provoquer des crises terribles, mais d'un autre côté l'argument de l'urgence a souvent conduit toute une partie de la «technostructure» à considérer que la

seule réponse au problème provoqué par la globalisation et l'industrialisation ne peut être qu'une industrialisation 2.0 ou 3.0, une accélération qui prendrait de vitesse les problèmes qu'elle a causés.

La révolution agricole a été emmenée par des gens qui pensaient: « si on ne fait pas ça, on ne pourra pas nourrir la planète ». Ça a été développé par les fondations Ford et Rockefeller quand ils ont lancé la Révolution verte dans les années 1960, en finançant des programmes pour accélérer la sélection des cultivars les plus productifs: trouver du riz qui résiste aux inondations, des épis de blé qui ne versent pas etc., ce qui va aboutir aux OGM. Leur gros argumentaire, c'était: « Il faut trouver le moyen de nourrir la planète. »

LA PEUR DE MANQUER DE NOURRITURE A SURGI AU DÉBUT DU CONFINEMENT. ON S'EST POSÉ LA QUESTION DE NOTRE AUTONOMIE ALIMENTAIRE. QU'EN PENSEZ-VOUS?

Une des vertus de cette crise, c'est de clarifier la hiérarchie des besoins. Ça remet la nourriture à sa place, qui est la première. On a tendance à l'oublier parce que peu de gens travaillent dans l'agriculture elle-même, que les paysages ruraux se sont éloignés de la plupart d'entre nous et parce qu'on ne consacre qu'une partie relativement mineure de notre budget à se nourrir. Une vertu de cette crise c'est de montrer que le nerf de la vie c'est l'agriculture, la production de nourriture, alors que les révolutions industrielles de l'agriculture tendent précisément à ne plus vouloir en faire un problème.

QUELLES SERAIENT LES BONNES VOIES POUR L'AVENIR ? FAUT-IL REVENIR AUX ANCIENS MODÈLES, EN INVENTER DE NOUVEAUX ?

Dans l'expo, nous avons présenté à la fin quatre scénarios. Chacun porte sur cette question. Ils sont caricaturaux, il s'agissait de clarifier des discours qui parfois se confondent les uns avec les autres. L'un de ces scénarios, l'Incorporation, consiste à dire qu'on est « embarqué », avec le développement technique, la croissance de la population, les crises liées à la biodiversité, au réchauffement climatique etc. et qu'on ne peut pas faire machine arrière. Donc, il s'agit d'accompagner le mouvement pour l'orienter au mieux. Dans cette logique-là, un courant très fort, « concentrationnaire », consiste à dire qu'il faut réduire l'empreinte écologique des sociétés humaines en concentrant les gens dans des mega villes, produire dans ces villes des immeubles d'élevage, de l'agriculture et de l'horticulture hydroponique, et faire des villes des surrégénérateurs biologiques. C'est une vision qui ne remet pas en cause la direction vers laquelle le monde va depuis deux siècles mais essaie de la rendre compatible avec sa survie. Avec une foi très grande dans les technologies, les «innovations de rupture », etc. En gros, c'est « en avant comme avant et encore plus vite ».

Un autre scénario, assez consensuel dans le milieu de l'architecture et de l'urbanisme, consiste à dire que vu la démographie, le phénomène métropolitain est difficilement résistible mais que l'on peut hybrider les



Permaculture à la ferme du Bec Hellouin en France.fermedubec.com



Culture intensive sous serre en Espagne, «Mar de plastico». @Georges Steinmetz

métropoles, les transformer, en faire des métropoles horizontales qui intègrent des programmes d'agriculture à l'intérieur du maillage urbain.

L'idée est de faire des immeubles plus vertueux, avec des grilles de plus en plus intelligentes qui combineraient l'agriculture avec l'urbanisme. C'est, disons, le scénario de l'urbanisme agricole, celui de l'*Intégration*.

Une autre voie, celle qu'on entend en général quand on parle d'agriculture urbaine, fait le constat que les villes existantes ont des terrains vagues, des toits, des talus... qui sont sous-exploités et qui pourraient devenir à nouveau fertiles. Là, le scénario consiste à pénétrer par acupuncture dans ces tissus urbains pour les enrichir, et les considérer comme des territoires vivants aussi. C'est formidable comme logique, mais ce n'est sans doute pas suffisant, même si parfois ça peut prendre des proportions massives, comme à Détroit quand l'industrie automobile s'est effondrée. Ce mouvement, que j'appelle l'*Infiltration*, consiste à complexifier; il ne se traduit pas simplement par l'apparition de parcelles cultivées dans les villes, mais aussi par l'abonnement des urbains à des circuits courts de distribution de denrées alimentaires.

Enfin, le quatrième scénario – le moins envisagé par tout le monde – c'est celui de l'exode urbain et de ce que j'appelle la *Sécession*. En gros, les gens prennent le large et recomposent des sortes de communes, des organisations beaucoup plus localement autosuffisantes à terme, en tout cas par rapport à aujourd'hui. C'est exactement l'inverse de la « concentration » : un scénario de dispersion qui voit de plus en plus de gens tenter de se réorganiser localement et de s'affranchir de l'orbite des métropoles.

On peut s'attendre à ce que cette crise pousse beaucoup de gens à se dire que ce n'est pas forcément dans les métropoles qu'ils vont pouvoir envisager l'avenir de façon sereine.

CES SCÉNARIOS SONT-ILS FORCÉMENT INCOMPATIBLES, OU PEUVENT-ILS SE JUXTAPOSER OU SE SUPERPOSER?

Le fait de séparer ces différents discours ne veut pas dire qu'il faut absolument parier sur l'un ou l'autre. Ce que j'ai voulu faire, c'est distinguer des discours qui diffèrent sur l'interprétation des causes et de la nature

des problèmes que nous avons aujourd'hui, les rendre conscients de leurs limites les uns par rapport aux autres, et rendre un peu lisibles leurs points de fuite respectifs. Donc, non, ces scénarios ne sont pas exclusifs les uns des autres, ils sont tous déjà plus ou moins engagés, et il y a fort à parier qu'ils vont continuer de s'affronter sur l'échiquier des territoires. Cela dit, j'ai tendance à penser aujourd'hui que le scénario de la *Sécession*, le plus improbable à première vue, est aussi le seul à prendre toute la mesure de la réorganisation profonde qu'appelle la situation d'impasse environnementale où nous nous trouvons. Ce qui ne veut pas dire que je crois au Père Noël: tout ne se réglera pas du jour au lendemain dans une dispersion heureuse, ça pose toutes sortes de problèmes politiques extrêmement difficiles à surmonter.

LORS DE VOTRE DISCOURS D'INTRODUCTION À L'EXPOSITION, VOUS POSIEZ LA QUESTION: « QUE NOUS EST-IL PERMIS D'ESPÉRER? » C'ÉTAIT AVANT LA PANDÉMIE. QUE NOUS EST-IL PERMIS D'ESPÉRER POUR L'« APRÈS » ?

La formule découle d'une citation du philosophe Emmanuel Kant, qui sous-entendait que « peut-être tous les espoirs ne sont-ils pas permis ». Et c'est une question qui mériterait d'être au cœur du débat politique parce que quand des gens débarquent en disant que grâce à telle « innovation » on va pouvoir faire ceci ou cela, ça mérite un examen critique et de ne pas se laisser bercer d'illusions. Je pense qu'il faut qu'on exerce un esprit critique sur les promesses qu'on nous fait en permanence, en se demandant « est-ce que c'est vraiment espérable? » On doit se réapproprier notre faculté d'espérer, et la rendre active par le projet, plutôt que de la sous-traiter à ceux qui font profession d'en vendre sous forme publicitaire ou dramatique... Ca veut dire s'investir pour essayer de répondre aux questions ou aux inquiétudes que l'on a, sans se laisser trop facilement rassurer. Ca ne veut pas dire qu'il faut se défier systématiquement des politiques, mais passer au crible les raisons d'espérer qui miroitent autour de nous. Pour le dire autrement, cela signifie qu'il faut investir sa faculté d'espérer en art de vivre.

 $[\]hbox{* La publication issue de l'exposition est en vente:} \\ \hbox{* https://shop.epfl.ch/produit/agriculture-and-architecture-taking-the-countrys-side} \\$